



Perspectives

Marchés et allocation



L'analyse mensuelle
de nos experts

Achevé de rédiger le 04/02/2026

FÉV
26



Ofi invest
Asset Management

Star Warsh⁽¹⁾

Donald Trump a mis fin au suspense en proposant Kevin Warsh comme successeur de Jerome Powell à la tête de la Réserve fédérale américaine (Fed) entraînant une sévère correction sur les cours des métaux précieux. Cette nomination d'un économiste au solide bagage universitaire, perçu comme « hawkish »⁽²⁾ et historiquement opposé à la monétisation de la dette, a rassuré les marchés sur l'indépendance et la crédibilité de la Fed. L'or et l'argent, qui avaient été le réceptacle d'inquiétudes grandissantes d'une aventure plus « iconoclasto-Trumpienne », ont rendu une grande partie des gains, excessifs, de ce début d'année.

Ce premier mois de 2026, pour le moins animé, s'inscrit dans le sillage de 2025 : un flow de disruptions, de tensions géopolitiques face à des marchés qui restent concentrés sur les fondamentaux économiques. De part et d'autre de l'Atlantique la croissance reste robuste, en particulier en Europe (1,5 % sur 2025 à l'image de ce que nous attendons pour 2026). Les augmentations des prix restent sous contrôle. Les Banques Centrales devraient, dans ce contexte, rester l'arme au pied dans les prochains mois.

Cette croissance reste toutefois portée, en partie, par les déficits budgétaires, et donc la dette d'État. Les taux allemands et américains ont incorporé ces besoins de financement supplémentaires et nous paraissent toujours à leur niveau cible. La nouveauté vient du Japon où la politique anticipée du nouveau gouvernement a provoqué de fortes tensions sur les taux longs. Ce point sera à surveiller dans les trimestres à venir, les équilibres épargne/financement mettant du temps à s'ajuster après plus de 10 ans de taux bas.

Les marchés du crédit se sont très bien comportés et ont facilement absorbé le volume d'émissions primaires de ce début d'année. Nous maintenons notre vue sur les segments du crédit : constructive mais lucide. Constructive car les rendements embarqués sur l'« Investment Grade » et le crédit spéculatif Haut Rendement euro sont toujours très protecteurs et nous confortent sur la perspective de performances satisfaisantes en 2026. Lucide car les spreads de crédit sont à des niveaux excessivement bas et le risque devient donc asymétrique, ce qui milite pour une prise de risque modérée au sein de cette classe d'actifs.

Les marchés actions ont commencé l'année positivement par un meilleur rééquilibrage sectoriel aux États-Unis avec un secteur de l'Intelligence Artificielle (IA) moins euphorique et, à l'inverse, des actions européennes portées en partie par une valeur. La saison des résultats devrait apporter un peu de volatilité sur fond de marchés élevés et d'absence de prime de risque conduisant à des sanctions significatives en cas de déception. Nous restons cependant positifs sur l'année au vu des résultats attendus, en particulier du côté asiatique.

② Eric Bertrand

Directeur Général Délégué,
Directeur des gestions

OFI INVEST AM

Les analyses présentées dans cette communication publicitaire reposent sur des hypothèses et des anticipations d'Ofi Invest Asset Management, faites au moment de la rédaction de la communication qui peuvent être totalement ou partiellement non réalisées sur les marchés. Elles ne constituent pas un engagement de rentabilité et sont susceptibles d'être modifiées.

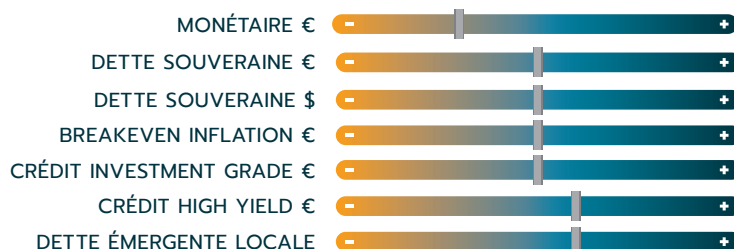
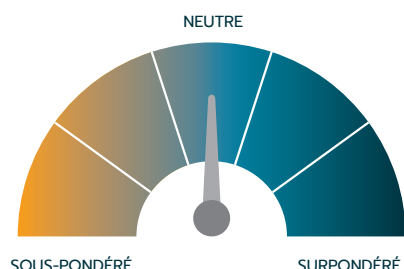
Un glossaire répertoriant les définitions des termes financiers principaux est disponible en dernière page.

⁽¹⁾ Référence à la nomination de Kevin Warsh à la tête de la Réserve fédérale américaine.

⁽²⁾ « Hawkish » - Priorité à la lutte contre l'inflation.

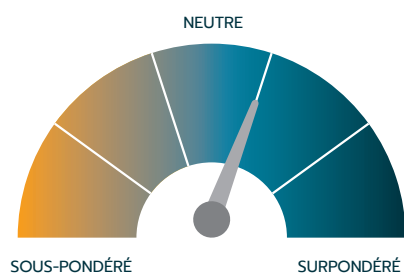
Nos vues au 04/02/2026

OBLIGATIONS



Malgré les tensions internationales, les perspectives économiques et l'action des Banques Centrales semblent bien calées et offrent un fort soutien aux marchés obligataires. Nous n'attendons pas de changements de la part de la Fed et de la BCE dans les prochains mois et estimons que les taux à 10 ans américains et européens sont également sur des niveaux d'équilibre. Dans ce contexte, nous sommes neutres sur les taux en gardant un biais constructif principalement lié au portage. À la marge, nous considérons que les taux européens offrent un peu plus de potentiel que les taux américains. Dans ce contexte, nous pourrions remonter la durée des portefeuilles sur opportunités. En ce qui concerne le crédit, nous ne changeons pas non plus nos vues. Le portage reste intéressant avec un avantage structurel sur le crédit spéculatif à haut rendement (« High Yield »). Nous réitérons toutefois notre message de prudence sur les spreads et le besoin de sélectivité.

ACTIONS



Nous maintenons notre biais positif sur les actions. Les politiques monétaires demeurent légèrement accommodantes tandis que les stimuli budgétaires continuent de soutenir la croissance mondiale, principal déterminant de la croissance des bénéfices. Si la valorisation des marchés américains est au-dessus de sa médiane de long terme, elle apparaît justifiée au regard d'une croissance des bénéfices qui demeure soutenue. En zone Euro, les multiples de valorisation sont plus raisonnables alors même que le plan de relance allemand (double bazooka) devrait progressivement produire ses effets. Nous conservons les curseurs géographiques inchangés.

DEVISES

Nous conservons une position neutre sur le taux de change euro-dollar. Nous estimons que les anticipations en matière de politique monétaire sont raisonnables des deux côtés de l'Atlantique. Par ailleurs, si le dollar peut rester sous pression en raison des interventions inédites de l'administration américaine sur les institutions du pays, des forces de rappel existent en faveur du dollar. D'une part, les fondements de l'exceptionnalisme américain n'ont pas tous disparu et, d'autre part, le positionnement vendeur des investisseurs sur la devise pourrait jouer un rôle contrariant et conduire à une appréciation du dollar.



La stratégie « America First »⁽¹⁾ au centre de l'attention



📍 **Ombretta Signori**
Directrice de la Recherche
Macroéconomique et Stratégie
OFI INVEST AM

Le début d'année a été dominé par les initiatives du président américain Donald Trump. Au niveau domestique, la question dominante reste celle du pouvoir d'achat à l'approche des élections de mi-mandat de 2026, avec notamment les mesures visant à réduire le coût des prêts immobiliers et des crédits à la consommation. Au niveau de la politique étrangère, la volonté de poursuivre la stratégie de sécurité nationale publiée par la Maison-Blanche en novembre dernier est réaffirmée. La doctrine « America First » est recentrée sur la sécurité intérieure et la concurrence stratégique, notamment vis à vis de la Chine, afin de préserver la puissance américaine. C'est dans ce cadre qu'il faut inscrire les menaces tarifaires (à l'égard des pays européens et du Canada), ainsi que les décisions prises concernant le Venezuela, le Groenland et l'Iran.

Mais les surprises politiques viennent également d'Asie puisque, au Japon, la Première ministre a dissous les chambres pour convoquer des élections législatives anticipées début février. Les promesses électorales, dont celle de réduire la taxe sur l'alimentation, ont entretenu les craintes d'une politique budgétaire plus expansionniste provoquant de forts mouvements sur les taux et la devise. Dans ce contexte géopolitique complexe, l'économie américaine a clôturé l'année 2025 sur une trajectoire de croissance solide, portée notamment par une consommation dynamique malgré le plus long « shutdown »⁽²⁾ de l'histoire américaine. Sur la base des informations disponibles, la consommation pourrait encore avoir progressé de 2 % à 3 % en rythme annualisé au quatrième trimestre. La modération du revenu réel disponible, ainsi que la composition des dépenses principalement orientées vers les biens et services récréatifs, la restauration et l'hôtellerie, suggèrent néanmoins que la consommation des ménages reste très polarisée. Les particuliers les plus aisés bénéficient de l'effet de richesse lié aux bonnes performances des marchés actions, sur lesquels ils sont majoritairement investis. En début d'année, les remboursements liés à la loi budgétaire votée en 2025 devraient rester un facteur de soutien à la consommation.

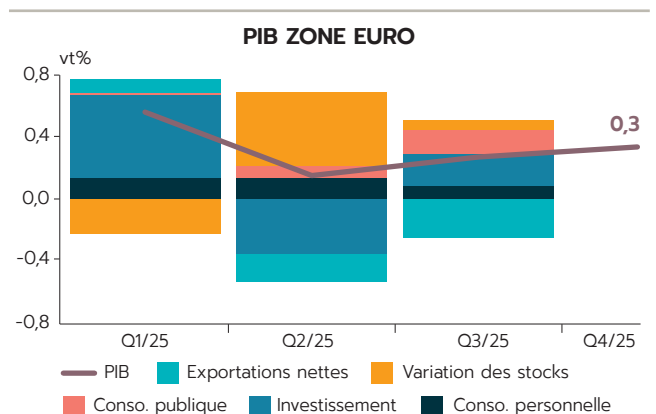
DANS L'ATTENTE DU REFLUX DE L'INFLATION AMÉRICAINE

Si l'inflation américaine totale reste encore plus proche de 3 % que de la cible de 2 %, la dynamique de ses composantes apparaît néanmoins bien orientée : la désinflation des services se poursuit et la transmission des tarifs aux prix des biens semble plafonner, ce qui laisse envisager

un reflux progressif de l'inflation vers la cible d'ici la fin de l'année. Les risques pour la Réserve fédérale américaine (Fed) subsistent toutefois sur ses deux objectifs. D'une part, le marché du travail demeure fragile. D'autre part, du côté de l'inflation, un effet retardé des hausses de tarifs douaniers sur les prix reste possible, tandis que la relance budgétaire pourrait entretenir des pressions inflationnistes. Nos anticipations restent les mêmes : en cas de stabilisation confirmée du marché du travail, la Fed pourrait encore procéder à une ou deux baisses de taux directeurs plus tard dans l'année une fois le reflux de l'inflation liée aux tarifs confirmé. Les baisses de taux devraient plutôt arriver sous le mandat de Kevin Warsh nommé par Donald Trump à la succession de la présidence de la Fed.

RÉSILIENCE DE LA CROISSANCE EN ZONE EURO

La zone Euro termine l'année sur une croissance satisfaisante de +0,3 % au 4^e trimestre (et 1,5 % sur l'année 2025), un rythme qui sur la base des données à disposition et des enquêtes conjoncturelles pourrait continuer début 2026 grâce à une demande intérieure qui semble s'être raffermie. La périphérie continue de surprendre positivement en termes de croissance, l'Espagne en particulier restant le pays le plus performant de la zone Euro, et l'Allemagne a également surpris positivement avec une progression de 0,3 % sur le trimestre. Preuve de ces bonnes performances macroéconomiques, le taux de chômage en Espagne casse la barre symbolique des 10 % pour la première fois depuis début 2008 et en Italie, le chômage est à son plus bas historique à 5,6 %, dans les deux cas sans tensions salariales anormales ce qui suggère que cette situation peut durer. Au total, en zone Euro, le chômage s'affiche à 6,2 %. Cette résilience de l'économie devrait conforter la Banque Centrale Européenne (BCE) dans l'idée qu'aucune nouvelle baisse de taux n'est nécessaire à court terme. L'inflation totale qui avait déjà atteint la cible fin 2025, repasse en janvier sous les 2 % et devrait y rester pour la plupart de l'année. Le récent renforcement de l'euro pourrait prendre plus de poids dans les discussions.



⁽¹⁾ L'Amérique d'abord.

⁽²⁾ Fermetures partielles des services publics lorsque le Congrès ne parvient pas à adopter une loi de financement avant la fin de l'exercice budgétaire.

Les taux *gardent leur sang-froid*



🔗 **Geoffroy Lenoir**
Co-Directeur des gestions
OPC
OFI INVEST AM

Janvier 2026 marque une nouvelle étape dans la stratégie de l'administration américaine. Après une politique isolationniste marquée par l'épisode des droits de douane, c'est dorénavant l'interventionnisme qui caractérise l'action des États-Unis (Venezuela, Groenland, Iran...). La politique d'immigration américaine et de sécurité intérieure s'entache également de multiples controverses. En parallèle, la cote de popularité de Donald Trump chute alors que les élections de mi-mandat se profilent à l'horizon. En fin de mois, la nomination à la tête de la Réserve fédérale américaine (Fed) de Kevin Warsh a été perçue comme un retour au pragmatisme presque inespéré de la part des marchés. L'or et l'argent en ont fait les frais sans attendre.

Compte-tenu de ces tensions (géo)politiques, un retour de la volatilité sur les taux aurait été imaginable. Il n'en fût rien !

La volatilité des taux américains atteint un nouveau point bas à l'image de l'indice Move qui a touché 55,8 points de base en janvier, un plus bas niveau depuis septembre 2021 bien en-dessous des moyennes historiques de long terme. Sur le mois, le 10 ans américain est passé de 4,17 % à 4,24 %. Le Bund allemand a encore moins varié, celui-ci restant proche des 2,85 %. Le maintien des taux de la Fed n'a surpris personne, mais les divergences internes ont rappelé combien l'équilibre reste fragile. Certains gouverneurs estiment que la politique monétaire est trop restrictive et que des baisses de taux rapides seraient nécessaires pour soutenir une économie qui ralentit par à-coups. D'autres, plus prudents, considèrent que l'inflation n'est pas encore suffisamment ancrée dans la cible pour relâcher la pression. À cela s'ajoutent des anticipations de marché qui continuent de parier sur un assouplissement au printemps ou au début de l'été, soutenues par quelques données fragmentées laissant entrevoir un

ralentissement de la dynamique des prix.

En Europe, la Banque Centrale Européenne (BCE) affiche un cap résolument stable. Les membres du Conseil des gouverneurs répètent que le niveau actuel des taux est approprié et qu'il n'existe aucune justification à un resserrement supplémentaire. Le Japon, pour sa part, prolonge son approche graduelle. La Banque du Japon (BoJ) maintient une politique toujours très accommodante dans un contexte de nouvelles élections et de tensions importantes sur les taux. Avec la faiblesse du yen et des inquiétudes sur la politique fiscale du gouvernement, le taux 30 ans japonais termine le mois à 3,63 % après avoir touché un plus haut historique de 3,85 % le 20 janvier.

LA DYNAMIQUE DES ÉMISSIONS CRÉDIT SOUTENUE PAR LA RECHERCHE DE PORTAGE

Sur la période, **le crédit européen s'est imposé comme l'un des segments les plus dynamiques du mois.**

L'activité d'émissions a été exceptionnelle, portée par un ensemble d'entreprises désireuses de profiter d'un moment favorable. Les premières semaines de janvier ont vu des volumes records, tant en nombre d'émetteurs qu'en montant cumulé. Malgré cette offre abondante, le marché n'a pas montré de signes d'essoufflement. La demande est restée forte, tirée par des investisseurs en quête de rendement dans un environnement de taux stabilisés. Les spreads « Investment Grade » en Europe ont donc conservé une trajectoire plutôt sereine, bénéficiant à la fois d'une impression de solidité macroéconomique et du mouvement global d'appétit pour le risque observé également aux États-Unis. Une allure, presque idéale donc pour ce marché, qui peut se poursuivre mais qui, de notre point de vue, ne pourra pas durer éternellement.

Les perspectives pour les prochaines semaines s'inscrivent dans cette dynamique contrastée mais constructive. Avec des taux longs qui devraient évoluer proches de leurs niveaux actuels, **la recherche de portage se poursuit et tient les marchés obligataires. Le début de l'année laisse donc l'impression d'un marché organisé, discipliné et, pour l'instant, plutôt confiant dans sa capacité à naviguer entre les risques.**

LE CHIFFRE DU MOIS

55,8

L'Indice Ice BofA MOVE, qui donne une mesure de la volatilité sur les taux américains, atteint un nouveau point bas le 26/01/2026. Un chiffre non atteint depuis septembre 2021.

PERFORMANCES

Indices obligataires coupons réinvestis

	Janvier 2026	YTD
JPM Emu	0,65 %	0,65 %
Bloomberg Barclays Euro Aggregate Corp	0,76 %	0,76 %
Bloomberg Barclays Pan European High Yield en euro	0,80 %	0,80 %

Sources : Ofi Invest Asset Management, Refinitiv, Bloomberg au 30/01/2026.
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Attention aux déceptions sur les résultats



🔗 **Eric Turjeman**
 Co-Directeur des gestions
 OPC
 OFI INVEST AM

Et dire que cela ne fait qu'un mois d'écoulé en cette année 2026. Cela aura pourtant suffi à Donald Trump pour opérer l'enlèvement du couple présidentiel vénézuélien, mettre la pression sur toute l'Europe au sujet du Groenland, et faire sortir Jerome Powell de sa réserve par le biais d'une publication réaffirmant l'indépendance de la Banque Centrale américaine. Tout cela pour le plus grand bénéfice des métaux précieux qui ont touché de nouveaux sommets en janvier (avant leur correction en toute fin de mois), du pétrole qui s'est adjugé 15 % de hausse sur le mois, et au grand dam du dollar qui a encore été mis sous pression.

L'ANNÉE DÉMARRE EN FANFARE POUR LES VALEURS EN RETARD

Que ce soient les petites capitalisations boursières, les valeurs des produits de base et de l'industrie pétrolière, ou encore une partie de la consommation discrétionnaire, les tentatives de rebond ont été nombreuses en ce début d'année. Il faut dire que la thèse de l'élargissement de la dynamique de croissance des résultats à l'ensemble des secteurs est plutôt répandue auprès des investisseurs et devrait naturellement favoriser un plus grand nombre de compartiments, alors que la croissance de 2025 était centrée autour de l'Intelligence Artificielle (IA). Les publications en cours devront confirmer la tendance. Mais ce que nous pouvons d'ores et déjà affirmer, c'est que la volatilité des valeurs actions fait son retour.

LES SANCTIONS PEUVENT ÊTRE VIOLENTES

Les anticipations sont élevées, dans un marché qui reste bien valorisé. Les déceptions sont très cruellement sanctionnées, à l'image des publications récentes de Microsoft* aux États-Unis. Il semblerait que la patience des

investisseurs concernant la monétisation des dépenses d'infrastructure liées à l'Intelligence Artificielle ait atteint ses limites. Un simple écart de 1 % de croissance organique (38 % de croissance dans les activités « Cloud » là où le marché en attendait 39 %) peut aisément faire disparaître plus de 400 milliards de capitalisation boursière en une seule séance. L'année qui vient de débiter va être longue...

En Europe également les surprises sont fraîchement accueillies. SAP* vient d'ailleurs d'en faire les frais, lors d'une publication homérique où l'écart entre les attentes et la réalisation était minime. Pourtant, le titre a abandonné 16 % en une séance, illustrant également les doutes d'un marché qui craint de plus en plus que l'Intelligence Artificielle ne perturbe les business models de l'industrie du logiciel dans son ensemble. Du côté du luxe, les publications « correctes » de Richemont* et LVMH* n'ont pas non plus été suffisantes pour redonner de l'oxygène au secteur, les inquiétudes se focalisant maintenant sur la capacité à maintenir les marges. Les « darlings » (valeurs favorites) du marché ont décidément bien changé, et le luxe comme les logiciels n'en font plus partie. Seule rescapée des anciennes valeurs stars, ASML* est déjà en hausse de plus de 30 % depuis le 1^{er} janvier. L'explosion de la demande de mémoire en lien avec la montée en puissance de l'IA a créé des goulots d'étranglement partout dans le monde, tout en propulsant les prix de 30 % à 40 % plus haut. Et c'est ASML* qui retire les marrons du feu, son carnet de commande, dopé par des besoins de capacité, ayant très largement dépassé les attentes des analystes.

Les marchés émergents profitent pour leur part de la baisse du dollar. C'est la meilleure performance du mois de janvier, suivie par le marché japonais. Ce dernier va rester suspendu aux résultats de la prochaine élection de la chambre basse que Sanae Takaichi vient de dissoudre. Profitant d'excellents sondages, la Première ministre pourrait consolider son pouvoir au travers d'une majorité plus solide. Si le pari peut sembler risqué, une victoire accélérerait probablement le train de réformes annoncées précédemment, notamment sur le volet fiscal. Dans tous les cas, la volatilité du yen sera à surveiller étroitement.

LE CHIFFRE DU MOIS

+32 %

Pour ASML*, la plus grosse capitalisation boursière de l'indice EuroStoxx qui - a elle-seule - a contribué à 60 % de la performance de l'indice pour le mois de janvier !

PERFORMANCES

Indices actions dividendes nets réinvestis en devises locales

	Janvier 2026	YTD
CAC 40	-0,28 %	-0,28 %
EuroStoxx	2,85 %	2,85 %
S&P 500 en dollars	1,42 %	1,42 %
MSCI AC World en dollars	2,96 %	2,96 %

Sources : Ofi Invest Asset Management, Refinitiv, Bloomberg au 30/01/2026.
 Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

*Les sociétés citées ne le sont qu'à titre d'information. Il ne s'agit ni d'une offre de vente, ni d'une sollicitation d'achat de titre.

« Beyond Geopolitics » !⁽¹⁾



📍 Jean-Marie Mercadal
Directeur Général
SYNCICAP AM

Le contexte géopolitique international traverse une période de fortes turbulences, suscitant inquiétudes et incertitudes. Si ces tensions peuvent engendrer de la volatilité à court terme, elles ne doivent pas occulter la dynamique économique et financière globale, qui demeure plutôt favorable, particulièrement pour les pays émergents.

L'organisation mondiale issue de l'après-guerre semble se désagréger sous nos yeux, ce qui suscite beaucoup d'incertitudes. Les grandes institutions comme l'ONU ou l'OTAN sont challengées et la mondialisation « heureuse » s'efface pour laisser la place à un monde plus conflictuel et multipolaire... **L'expérience montre que les perturbations géopolitiques peuvent créer des phases de forte volatilité, mais que les forces économiques sont en fin de compte les plus puissantes.**

LES MARCHÉS ÉMERGENTS EN BONNE POSTURE

De ce point de vue, le contexte apparaît plutôt favorable pour les marchés émergents : la croissance mondiale est satisfaisante autour de 3 %, avec des perspectives très favorables sur le plan de la productivité globale grâce au développement de l'Intelligence Artificielle (IA), de la robotique et des biotechnologies notamment. Les bénéfices des entreprises sont bien orientés, les politiques monétaires sont plutôt à l'assouplissement et le dollar est sous pression baissière.

L'année 2026 pourrait ainsi prolonger la tendance de 2025, où les émergents ont surperformé les marchés développés, une première depuis la crise financière. Dans les années 2000, leur croissance supérieure se reflétait en bourse mais, dès 2010, l'essor du secteur technologique américain, la baisse des matières premières et le renforcement du dollar les ont pénalisés. Aujourd'hui, l'affaiblissement du dollar et la hausse des matières premières profitent aux producteurs émergents. Leur valorisation nous semble encore décotée et la dynamique des bénéfices s'améliore.

LA CHINE ILLUSTRE BIEN CES ENJEUX

L'objectif de croissance de 2026 devrait se situer entre 4,5 % à 5,0 %. Compte tenu de la décélération progressive observée au cours des derniers trimestres, des mesures de soutien devront être prises. La réunion annuelle du gouvernement consacrée aux questions économiques de mars/avril devra être suivie attentivement. Deux réalités coexistent en Chine actuellement : celle du secteur industriel exportateur, de la technologie et des industries de pointe dans les domaines des semi-conducteurs, des robots de l'industrie verte qui se portent bien... Mais il y a aussi la Chine du secteur immobilier, qui tarde à repartir et pèse lourdement sur le moral des ménages à l'heure où le gouvernement souhaite que l'économie du pays compte davantage sur ses propres forces. Le nouveau modèle de croissance chinois visé s'appuiera sur la consommation, la technologie et l'intégration de l'IA dans tous les secteurs, et une amélioration de l'économie des services.

À court terme, les actions chinoises pourraient entrer dans une phase plus stable : le gouvernement ne souhaite pas que le marché s'emballe et soit trop volatil, il vise ainsi un « slow bull market »⁽²⁾. La période autour du mois d'avril pourrait en revanche redonner une impulsion avec l'annonce d'éventuelles mesures de soutien et la réunion entre les deux Présidents Donald Trump et Xi Jinping. Il semble qu'il y ait des deux côtés une volonté d'arriver à un accord satisfaisant pour les deux pays. Rappelons que la valorisation des actions chinoises reste modérée : PER de l'ordre de 13,5, avec des croissances de bénéfices attendues entre 10 % et 15 %.

La tendance positive s'étend aux autres pays d'Asie, notamment aux pays qui ont des entreprises intégrées dans la chaîne de valeur mondiale de l'IA comme la Corée, Taïwan, la Malaisie. L'indice MSCI EM Asia ex China a ainsi progressé de 7 % (en euros) au mois de janvier. Une poursuite à ce rythme du secteur lié à l'IA semble intenable à court terme, mais il y a dans cet univers d'investissement des pays importants comme l'Inde qui répondent à d'autres logiques et qui pourraient prendre le relai à moyen terme.

Concernant les obligations, l'année 2026 pourrait s'avérer plus volatile, mais il nous semble y avoir encore du potentiel de performance, notamment sur certains pays d'Amérique latine qui offrent des rendements absolus et réels particulièrement élevés actuellement.

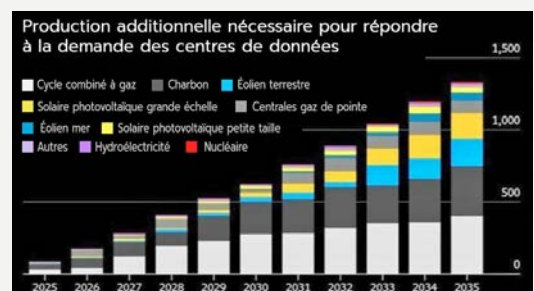
LE CHIFFRE DU MOIS

7,5 %

C'est la performance, en euros, en janvier de l'indice MSCI Emerging Markets, contre +1 % pour l'indice MSCI World des pays développés.

GAZ ET CHARBON COUVRIENT L'ESSENTIEL DE LA DEMANDE D'ÉLECTRICITÉ LIÉE À L'IA

La question ESG (Environnement, Social, Gouvernance) sur les entreprises de l'IA va se poser. Les « data centers » et les « Training Models » sont de gros consommateurs d'énergie. Or, le surplus d'énergie attendu pour alimenter ce secteur pourrait provenir majoritairement d'énergie fossile... C'est moins le cas pour les entreprises chinoises du secteur qui bénéficient des capacités « vertes » créées ces dernières années...



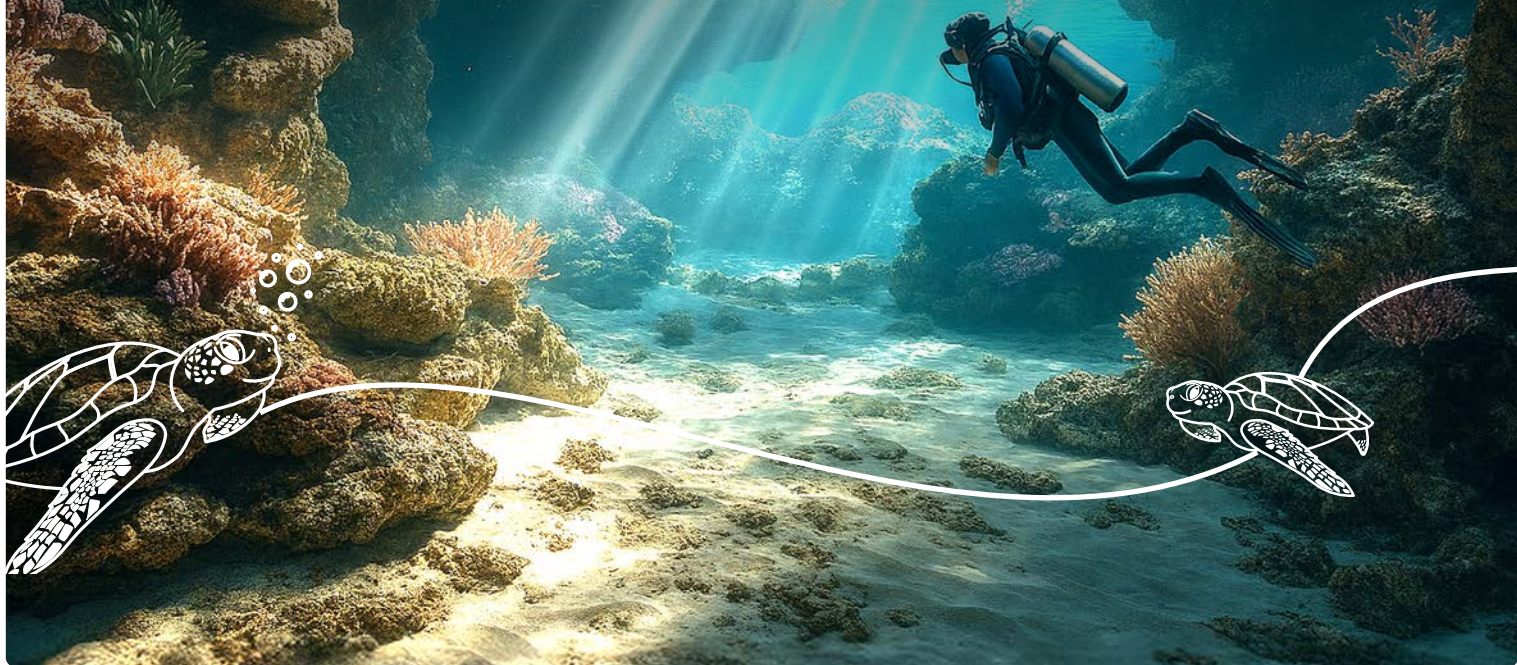
Source : BloombergNEF - Janvier 2026
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

⁽¹⁾ Au delà de la géopolitique • ⁽²⁾ Marché haussier lent • Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.
Syncicap AM est une société de gestion détenue par le groupe Ofi Invest (66 %) et Degroof Petercam Asset Management (34 %), agréée le 4 octobre 2021 par la Securities and Futures Commission de Hong Kong. Cette société, spécialisée dans les pays émergents, permet d'établir une présence en Asie, depuis Hong Kong.

Investir

dans les entreprises qui dessinent le monde de demain

Parce que soutenir les acteurs qui innovent pour protéger la biodiversité et l'équilibre des écosystèmes océaniques est essentiel pour l'avenir



Ofi invest

Investissez dans votre avenir

GLOSSAIRE

Breakeven inflation : différence de rendement entre une obligation classique (taux nominal) et son équivalente indexée sur l'inflation (taux réel).

Crédit « Investment Grade »/« High Yield » : les obligations « Investment Grade » qualifient des obligations émises par les emprunteurs les mieux notés par les agences de notation. Selon le classement de Standard & Poor's ou Fitch, leurs notes vont de AAA à BBB-. Les obligations spéculatives « High Yield » (haut rendement) ont une note de crédit (de BB+ à D selon Standard & Poor's et Fitch) plus faible que les obligations « Investment Grade » en raison de la santé financière plus fragile de leurs émetteurs selon les analyses des agences de notation. Elles sont donc considérées comme plus risquées par les agences de notation et offrent en contrepartie des rendements plus élevés.

Duration : durée de vie moyenne pondérée d'une obligation ou d'un portefeuille d'obligations exprimée en années.

Inflation : perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix.

Portage : consiste à conserver des titres obligataires en portefeuille pour profiter de leur rendement, éventuellement jusqu'à leur échéance.

Prime de risque : reflète le surplus de rendement exigé par les investisseurs par rapport au rendement d'un actif sans risque.

Risque crédit : en gestion obligataire, c'est le risque que l'émetteur d'une obligation ne puisse pas rembourser le principal ou les intérêts dus aux investisseurs.

Sensibilité : la sensibilité obligataire est une mesure qui indique comment le prix d'une obligation réagit aux variations des taux d'intérêt.

Spread : écart de taux.

Spread de crédit : différence de taux d'intérêt d'une obligation d'entreprise avec celui d'une obligation de référence de même durée, considérée comme la moins risquée (l'emprunt d'État de référence).

Volatilité : calcul des amplitudes des variations du cours d'un actif financier. Plus la volatilité est élevée, plus l'investissement sera considéré comme risqué.

INFORMATION IMPORTANTE

Cette communication publicitaire contient des éléments d'information et des données chiffrées qu'Ofi Invest Asset Management considère comme fondées ou exactes au jour de leur établissement. Pour ceux de ces éléments qui proviennent de sources d'information publiques, leur exactitude ne saurait être garantie. Les analyses présentées reposent sur des hypothèses et des anticipations d'Ofi Invest Asset Management, faites au moment de la rédaction du document qui peuvent être totalement ou partiellement non réalisées sur les marchés. Elles ne constituent pas un engagement de rentabilité et sont susceptibles d'être modifiées. Cette communication publicitaire ne donne aucune assurance de l'adéquation des produits ou services présentés et gérés par Ofi Invest Asset Management à la situation financière, au profil de risque, à l'expérience ou aux objectifs de l'investisseur et ne constitue pas une recommandation, un conseil ou une offre d'acheter les produits financiers mentionnés. Ofi Invest Asset Management décline toute responsabilité quant à d'éventuels dommages ou pertes résultant de l'utilisation en tout ou partie des éléments y figurant. Avant d'investir dans un OPC, il est fortement conseillé à tout investisseur, de procéder, sans se fonder exclusivement sur les informations fournies dans cette communication publicitaire, à l'analyse de sa situation personnelle ainsi qu'à l'analyse des avantages et des risques afin de déterminer le montant qu'il est raisonnable d'investir. Photos : Shutterstock. com/Ofi Invest. FA26/0739/M

